

Tribune libre

Ali Bongo Ondimba et l'héritage moderne des "Moïse" auto-décrétés

par Pr. Alexis MENGUE M'OYE*

Libreville/Gabon

EN accédant aux charges suprêmes en 2009, suite à des élections dont la particularité dominante était la mort brutale du successeur du premier chef d'Etat de notre pays, le nouveau président Ali Bongo Ondimba s'est installé à la tête de l'Etat avec des héritages multiformes.

De prime abord, soulignons que le fils succédant au père donnait à sa nouvelle tâche une tonalité singulière, la majesté de la fonction amplifiant la dimension morale du devoir filial à préserver et perpétuer l'action du père défunt. Il s'agit là d'une responsabilité que l'orphelin ne cacha point aux obsèques de l'illustre disparu, en jurant de veiller scrupuleusement aux différents méandres du patrimoine familial. Sans être une monarchie, notre pays n'a nulle part, non plus, interdit à toute progéniture de succéder à un géniteur à quelle que charge nationale que ce soit.

L'héritage politique se caractérisait, lui, essentiellement d'un appareil fondé par le père, en 1968, qui ne manqua pas de mesurer sa responsabilité en 2009 lorsque, le fondateur décédé, le PDG s'imposa des primaires qui comptèrent un panel remarquable de candidats. Le choix du plus grand nombre préféra Ali Bongo Ondimba, poussant certains malheureux à cette compétition interne d'assumer leurs ambitions exclusives par des candidatures indépendantes. Parmi ces velléités d'indépendance ou d'affranchissement, nous nous souvenons, entre autres, d'une part, de l'inattendue défection de l'un des «fils» d'Omar Bongo Ondimba, que bien de prestiges et de considérations n'ont pas découragé à braver un devoir de gratitude suite aux honneurs et divers autres avantages reçus. D'autre part, nous nous permettons de rappeler la candidature de M. Casimir Oyé Mba, énigmatiquement retirée la veille du scrutin. Au passage, signalons du reste la hauteur de vue et le fair-play exceptionnels de l'actuel chef de l'Etat, dont le Premier ministre en fonction se trouve justement être l'un de ses adversaires à ces élections primaires du PDG en 2009.

Fils et produit du sérail, le jeune promu démarra aussi son action au sommet de l'Etat avec des ressources humaines qui donnèrent à plusieurs observateurs nationaux et internationaux l'impression d'une plate continuité entre l'ordre ancien et la nouvelle gestion de l'Etat, alors que lui-même prônant pourtant l'Emergence. Notion bien nouvelle, dans un univers politique habitué à des for-

mules fantasques, ronfleurs et parfois tonitruants, n'engageant jamais personne mais ayant invariablement le don d'impressionnisme qu'affectionnent (ou affectionnaient) certains leaders politiques pas très soucieux de leur devoir de résultats vis-à-vis de leurs administrés.

Ces différents héritages ont pour unique et principale conséquence : une équipe composée de différents personnages aux légitimités diverses, plusieurs imbus de leur appartenance à la horde des (très) proches collaborateurs du fondateur du PDG – certains d'entre eux ne se cachant pas de s'autoproclamer cofondateurs – plusieurs autres revendiquant leur attachement filial à cette «première classe» politique du pays ; sans oublier ceux qui se répandaient sans se cacher en conjectures indiquant que le nouveau chef de l'Etat – le petit – n'aurait jamais pu accéder à ce poste sans leur onction et leur appui déterminants. En lecture actualisée, Ali Bongo Ondimba était donc entouré, lors de son avènement en 2009, d'une équipe doublement frappée d'un sentiment d'héritage et de modernité dont nous venons de constater des disparités fondamentales quant à ses prédispositions à promouvoir ou à plomber l'action du chef de l'Etat, partout où chacun de ses membres était chargé de relayer ses orientations dans sa sphère de compétences. Leurs attitudes respectives se déterminaient péremptoirement sur le critère de privilèges habituels perdus ou préservés.

Aussi peut-on s'interroger sur l'ardeur à concrétiser les projets initiés d e p u i s 2009 et à faire aboutir les différentes réformes qui exigeaient de plusieurs une renonciation de certains privilèges individuellement profitables mais collectivement nocifs et improductifs. Autrement dit, en faisant l'inventaire de tous ceux qui, collaborateurs d'hier, se

sont révélés hostiles à voir le chef de l'Etat rempiler au lendemain de la prochaine élection présidentielle, comment s'interdire la pensée qu'à leurs différents postes et services, ils ont longtemps expressément mis en souffrance des dossiers sensibles, entravant – tout à fait volontairement – ainsi la réussite du président nouvellement promu, corollaire d'annihilation et d'écrasement de leurs ambitions cachées hier, présumées ou carrément dévoilées aujourd'hui ?

Par ailleurs, une autre interrogation lancinante subsiste quant aux candidatures de ceux des compatriotes ayant joué des rôles imminents à de très hauts niveaux de l'architecture de gestion de notre pays. Plusieurs d'entre eux sont en effet richissimes et utilisent cette fortune à pourfendre ce régime qui les a engraisés, hier chargés de nos routes qu'ils ont laissées calamiteuses pour les uns ; hier concernés par l'amélioration de notre système scolaire aux carences si criardes pour d'autres ; hier placés au faite de nos préoccupations sanitaires alors que celles-ci ont dû coûter encore la construction ou la reconstruction de plusieurs structures sanitaires pour d'autres encore ; hier responsables de l'amélioration des cadres et modes de vie des Gabonais qui demeurent à la merci de toutes les formes de précarités et d'intempéries, à travers la gestion directe et sans contrôle de plusieurs sociétés d'Etat : Air Gabon, Sotravail, Octra... Sont-ils prêts à assumer jusqu'au bout les effets induits de leur défection ?

Tout d'un coup, les voilà qui nous

promettent de mieux y faire (cette fois-ci). Où ont-ils subitement appris, si vite, à mieux faire ce qui les a dépassés hier ? Ou bien ont-ils volontairement laissé sombrer des pans entiers de notre développement, détournant sans vergogne ni réserve les ressources destinées à notre épanouissement commun pour le leur seul bien-être et celui de leurs familles respectives, dans l'attente de leurs retours messianiques aux affaires ? Dans ce dernier cas, j'invite tous les compatriotes à apprécier le degré de patriotisme de tels spécimens, capables de se délecter de la misère collective d'autrui, pour assouvir leur propre soif du pouvoir... En désespoir de cause, ils nous répondent sans sourciller que «seuls les imbéciles ne changent pas d'avis» et que les expériences sous-régionales devraient nous inspirer à l'intérieur du périmètre national. Et de mettre en avant, à titre d'illustration, les derniers développements de l'histoire politique du Burkina Faso. Eh bien, apprenons, comme l'aura fait l'ex-président de l'Assemblée nationale aujourd'hui président de ce pays, qu'il faut changer d'avis tôt ou à temps, pour ne pas laisser gloser la multitude avisée sur nos turpitudes ; de même que les motifs véritables de l'aversion du peuple burkinabè envers le régime de Compaoré déchu se résument en une seule avanie : l'assassinat d'un fils du pays, du reste « Ami et Frère », exerçant légitimement la fonction de président de la République...

* Universitaire, Conseiller politique du président de la République, chef de l'Etat.

DU 19 MARS AU 2 AVRIL

NOS PRIX SE TIENNENT À CARREAU!

À PARTIR DE 7 400 FCFA LE M²

LES BONS PLANS CARRELAGE !

TOUT POUR LA MAISON DU SOL AU PLAFOND

Batiplus LIBREVILLE GROUPE Batimat

TÉL : 03 03 11 11 - 02 02 11 11 - ZONE INDUSTRIELLE D'OLOUMI BP 8676 LIBREVILLE WWW.GROUPEBATIMAT.COM